Nations Unies S/PV.9570

Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

Provisoire

9570e séance

Vendredi 8 mars 2024, à 15 h 40

New York

Président :	M. Yamazaki	(Japon)
Membres :	Algérie	M. Koudri
	Chine	M. Geng Shuang
	Équateur	M. De La Gasca
	États-Unis d'Amérique	M. Wood
	Fédération de Russie	M. Polyanskiy
	France	M. de Rivière
	Guyana	Mme Rodrigues-Birkett
	Malte	Mme Frazier
	Mozambique	M. Afonso
	République de Corée	M. Sangjin Kim
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Kariuki
	Sierra Leone	M. Kanu
	Slovénie	M. Žbogar
	Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

24-06475 (F)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 15 h 40.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Grèce, de la Lituanie, de la Pologne et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Khaled Khiari, Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, et M^me^ Lisa Doughten, Directrice de la Division des finances et des partenariats du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Stavros Lambrinidis, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Khiari.

M. Khiari (*parle en anglais*) : Il y a deux semaines, le Secrétaire général s'est associé au Conseil de sécurité pour marquer le deuxième anniversaire de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, (voir S/PV.9557), entreprise en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. À l'occasion de ce triste anniversaire, les Membres de l'Organisation ont lancé un message retentissant, à savoir que cette guerre qui ne cesse de s'aggraver et son énorme coût humain sont insoutenables et dangereux, en particulier pour les civils ukrainiens.

De nombreux appels urgents à la désescalade, à la paix et au respect des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies ont été lancés au Conseil et à l'Assemblée générale. Néanmoins, les deux dernières semaines ont été marquées par une intensification des attaques contre les civils dans différentes régions de l'Ukraine. Des frappes ont également été signalées à l'intérieur de la Fédération de Russie, notamment aujourd'hui dans la région de Belgorod, où elles auraient fait des victimes. Malheureusement, nos appels répétés à la protection des civils tombent de toute évidence dans l'oreille d'un sourd.

Ces derniers jours et ces dernières semaines, la ville portuaire ukrainienne d'Odesa, sur la mer Noire, est devenue la cible d'attaques fréquentes de missiles et de drones, avec des conséquences mortelles. Il y a deux jours, une frappe de missiles russes a touché Odesa et aurait fait cinq morts et plusieurs blessés. D'autres attaques de drones ont été signalées la nuit dernière.

Le samedi 2 mars, 12 personnes auraient été tuées lors d'une attaque de drone contre un immeuble d'habitation. Cinq des personnes tuées étaient des enfants, ce qui en fait l'incident le plus meurtrier pour les enfants depuis plus de neuf mois. Ce terrible incident fait suite à deux nuits consécutives durant lesquelles des attaques de drones ont été menées, les 22 et 23 février, coûtant la vie à quatre personnes.

Depuis février 2022, les infrastructures de la ville d'Odesa, importante plaque tournante pour les exportations agricoles ukrainiennes, ont également fait l'objet de frappes à de nombreuses reprises. Les sites du patrimoine culturel de la ville n'ont pas été épargnés.

Odesa est loin d'être la seule ville ukrainienne à être la cible de tirs incessants. Ces derniers jours, des victimes civiles ont été signalées dans les régions de Kharkiv, Donetsk, Sumy et Zaporizhzhia en Ukraine.

La nuit dernière, deux personnes auraient été tuées à la suite d'une attaque de missiles contre la ville de Kupiansk, dans la région de Kharkiv.

Hier après-midi, une frappe de missiles tirés par la Russie sur la ville de Sumy aurait blessé un civil et endommagé l'hôpital central de la ville et le centre médical d'urgence de la région. Il ne s'agit là que de quelques-uns des derniers incidents en date.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les informations indiquant que les combats s'étendent à de nouvelles zones résidentielles dans l'est de l'Ukraine. Tout au long de la guerre, les villes, les agglomérations et les villages ukrainiens qui ont été le théâtre de combats ont été totalement – ou presque – détruits par les forces russes. C'est le cas à Mariupol, Bakhmut, Lysychansk, Sievierodonetsk, Volnovakha et, plus récemment, à Avdiivka. Ce terrible schéma ne doit pas se perpétuer.

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a déjà causé la mort de 10 703 civils, dont 594 enfants, et 20 146 autres personnes, dont 1 316 enfants, ont été blessées.

Nous condamnons toutes les attaques dirigées contre des civils et des infrastructures civiles. Elles sont

interdites en vertu du droit international. Elles sont inacceptables et doivent cesser immédiatement.

Le Secrétaire général a souligné dans ses récentes déclarations devant le Conseil que l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États sont des principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies. Elles sont au cœur de notre ordre multilatéral.

Par conséquent, les informations selon lesquelles la Fédération de Russie envisage d'organiser et de tenir une élection présidentielle en mars dans les territoires ukrainiens actuellement sous son contrôle sont très inquiétantes. Les tentatives d'annexions illégales du territoire ukrainien n'ont aucune validité au regard du droit international, comme l'a confirmé l'Assemblée générale.

L'ONU reste pleinement attachée à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Aujourd'hui, c'est la Journée internationale des femmes. Je souhaite rendre hommage aux courageuses Ukrainiennes qui, malgré les horreurs indicibles qu'elles ont endurées, continuent de travailler pour soutenir leurs communautés et bâtir un avenir meilleur pour leur pays. Pourtant, les bouleversements économiques causés par la guerre ont des conséquences disproportionnées sur les moyens de subsistance des Ukrainiennes. Leur bien-être est menacé en raison de l'accès restreint aux services essentiels. Elles sont exposées à un risque accru de violences sexuelles et fondées sur le genre.

Nous poursuivons nos efforts pour veiller à ce que les besoins des femmes et des filles soient pris en compte dans nos initiatives visant à atténuer les effets de la guerre. Nous sommes par ailleurs déterminés à travailler en partenariat avec les dirigeantes ukrainiennes et les défenseurs du programme pour les femmes et la paix et la sécurité pour promouvoir la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux processus de prise de décisions, de relèvement et de paix.

L'Ukraine, l'Europe et le monde ont payé un lourd tribut aux deux dernières années de guerre. Nous ne devons pas permettre que la guerre entraîne de nouvelles pertes en vies humaines, de nouvelles destructions et de nouvelles souffrances. Pour reprendre les mots du Secrétaire général,

> « Il est grand temps d'instaurer la paix, une paix juste, fondée sur la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions de l'Assemblée générale. » (*S/PV.9557, p. 2*)

L'ONU est prête à appuyer tous les efforts déployés dans ce sens.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Khiari de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^me^ Doughten.

M^me^ Doughten (*parle en anglais*) : Deux ans et 13 jours se sont écoulés depuis le début de l'escalade à grande échelle de cette guerre. La dernière vague d'attaques intenses menées dans les régions d'Odesa, de Kharkiv, de Sumy et de Donetsk au cours des derniers jours montre que le conflit continue d'infliger des souffrances humaines incommensurables à la population ukrainienne, ainsi que de semer la mort et la destruction. Nous sommes particulièrement choqués par la frappe contre une tour d'habitations dans la ville d'Odesa le week-end dernier, qui, selon les autorités locales, a tué 12 civils, dont cinq enfants.

Les récentes attaques ont aussi privé de nombreux civils d'électricité, de chauffage et d'eau. Des immeubles d'habitation de plusieurs étages ont été endommagés ou détruits par les frappes survenues dans les villes et localités des régions de Donetsk, Kherson et Dnipro, faisant des milliers de sans-abris qui ont besoin d'une aide humanitaire.

Dans un contexte de froid hivernal persistant, ces dégâts menacent en particulier la vie des personnes les plus vulnérables, dont les personnes âgées et les personnes handicapées. Nombre de ces personnes ont dû rester dans les communautés qui se trouvent en première ligne et souffrent déjà de la perturbation des services essentiels causée par la guerre.

Selon le Bureau des droits de l'homme de l'ONU, près de 31 000 civils ont été tués ou blessés depuis le 24 février 2022. Cela m'oblige à répéter que les attaques dirigées contre les civils et les biens de caractère civil sont proscrites par le droit international humanitaire. Les attaques aveugles sont aussi strictement interdites. Les parties au conflit doivent veiller en permanence à épargner tous les civils et les biens de caractère civil, y compris les infrastructures essentielles à la survie des civils.

En cette Journée internationale des femmes, tandis que nous célébrons le rôle déterminant des Ukrainiennes en tant qu'agentes du changement et que nous rendons hommage au travail incroyable des organisations de femmes ukrainiennes, nous devons également souligner les répercussions particulièrement lourdes que le conflit a sur les femmes et les filles en Ukraine. Selon le Fonds des Nations Unies pour la population, un tiers des ménages dirigés par des femmes en Ukraine peinent à se nourrir, et 60 % des femmes âgées ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins fondamentaux.

L'augmentation des violences fondées sur le genre faites aux femmes et aux filles est l'un des traits choquants qui caractérise cette guerre. Malheureusement, faute de ressources suffisantes pour soutenir et développer un réseau de services médicaux et sociaux, nombre des 2,5 millions de personnes qui risquent d'être victimes de violences fondées sur le genre au cours de l'année à venir – un risque auquel sont particulièrement exposées les femmes et les filles déplacées près des lignes de front – n'auront pas accès aux services dont elles ont besoin et qu'elles méritent.

L'ONU et ses partenaires continuent de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apporter une aide humanitaire à des millions de personnes en Ukraine, et ce, malgré la détérioration continue des conditions de sécurité. Rien que depuis le début de l'année, deux travailleurs humanitaires ont perdu la vie et 10 autres ont été blessés, ce qui met en évidence les dangers liés à l'acheminement de l'aide à proximité de la ligne de front.

Nous remercions les donateurs qui ont, à ce jour, fourni 11 % des 3,1 milliards de dollars nécessaires pour le plan de réponse aux besoins humanitaires de l'Ukraine pour 2024. Cela nous permet de faire face aux effets du conflit et de fournir une assistance vitale. Toutefois, un soutien financier supplémentaire est nécessaire de toute urgence pour appuyer ces opérations. Ces derniers mois, les agents humanitaires ont fourni à plus de 1,7 million de personnes une aide directe pour l'hiver sous différentes formes, notamment du chauffage, la réparation et l'entretien des systèmes d'énergie et de chauffage, ainsi que des matériaux essentiels à la réparation des logements.

Les quelque 600 organisations partenaires qui fournissent une réponse humanitaire dans toute l'Ukraine font preuve d'une mobilisation et d'une endurance remarquables. Elles œuvrent dans un climat d'insécurité et de danger extrême pour fournir aux civils les services et les fournitures dont ils ont besoin pour passer le cap de l'hiver rigoureux et au-delà.

Jusqu'à présent, en 2024, l'ONU et ses partenaires ont dû adapter leurs opérations pour rester sur place et apporter une aide aux personnes touchées par l'intensification des combats le long de la ligne de front, et ils ont acheminé, via 11 convois interinstitutions, des fournitures critiques à près de 13 000 résidents touchés par la guerre dans les communautés se trouvant en première ligne. Ces convois sont une bouée de sauvetage. Rien que la semaine dernière, deux convois interinstitutions dont le besoin se faisait cruellement sentir ont atteint les communautés de Kherson et de Donetsk durement touchées par des mois de combats. Ils y ont acheminé des stations électriques portables, des articles d'hygiène et d'autres produits de première nécessité. Cet appui interinstitutions est complété par de nombreuses livraisons d'aide effectuées par des organisations locales et des bénévoles.

Cependant, nous continuons de nous heurter à des obstacles importants qui nous empêchent d'atteindre toutes les personnes dans le besoin. L'une des principales difficultés reste le manque d'accès humanitaire aux parties des régions de Donetsk, Kherson, Luhansk et Zaporizhzhia qui sont occupées par la Fédération de Russie.

Alors que les hostilités continuent de s'intensifier, nous sommes vivement préoccupés par le sort des civils dans ces territoires, que nous ne sommes pas en mesure d'aider à l'échelle requise. Les conséquences pour les quelque 1,5 million de personnes qui ont besoin d'une aide vitale sont impensables. Et elles sont évitables. Comme nous ne cessons de le répéter, en vertu du droit international humanitaire, toutes les parties doivent autoriser et faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire destinée aux civils dans le besoin et garantir au personnel humanitaire la liberté de circulation nécessaire à l'exécution de ses activités. Cela vaut pour tous les civils dans le besoin, où qu'ils se trouvent en Ukraine.

L'ONU et ses partenaires humanitaires restent déterminés à préserver la vie et la dignité des personnes touchées par cette guerre aussi longtemps qu'il le faudra. Mais cela n'a que trop duré. Il est temps de mettre fin à la catastrophe humanitaire en Ukraine et aux souffrances du peuple ukrainien.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^me^ Doughten de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Khiari et M^me^ Doughten pour leurs exposés.

Mercredi, des missiles russes ont frappé la ville d'Odesa, causant la mort de cinq personnes. Certains de ces missiles se sont abattus à quelques centaines de mètres du convoi qui transportait le Président ukrainien et le Premier Ministre grec, alors en déplacement dans cette ville. Samedi dernier, des attaques de drones contre un immeuble d'habitation avaient tué 12 personnes, dont cinq enfants, et en avaient blessé 20 autres.

Les autorités russes continuent de bafouer le droit international humanitaire dans la poursuite de la guerre d'agression illégale qu'elles mènent depuis plus de deux ans contre l'Ukraine.

Le bilan de cette guerre est désastreux et continue de s'alourdir. On dénombre 10 500 civils tués depuis le début du conflit, et le nombre réel est sans doute bien plus élevé. Les frappes conduites par la Russie contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes, au cœur de l'hiver, ont privé des centaines de villes et de villages d'électricité. Plus de 4 millions de personnes, dont un million d'enfants, ont été déplacés, et plus de 17 millions ont besoin d'assistance humanitaire.

La France est mobilisée pour répondre aux besoins. Elle a engagé près de 300 millions d'euros d'aide depuis le début du conflit. Elle a organisé plus de 50 opérations pour acheminer plusieurs milliers de tonnes de fret.

Le droit international humanitaire interdit les frappes contre les populations et infrastructures civiles qui ne participent pas aux hostilités. La France condamne ces violations du droit international humanitaire, et elle exige que les auteurs soient punis. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine du Conseil des droits de l'homme a dénoncé les attaques indiscriminées contre les populations et les infrastructures essentielles de l'Ukraine. La Cour pénale internationale a émis, le 5 mars, des mandats d'arrêt contre Sergei Kobylach et Viktor Sokolov, qui sont accusés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Cette guerre cause des souffrances bien au-delà des frontières de l'Ukraine. Lorsque la Russie frappe les infrastructures de stockage et d'exportation de céréales, elle provoque une insécurité alimentaire qui pèse sur les populations vulnérables du monde entier, notamment des pays en développement. Pour répondre à cela, la France continuera de soutenir les initiatives visant à permettre les exportations de céréales ukrainiennes, comme les corridors de solidarité ou l'initiative « Grain from Ukraine ».

Après plus de deux ans d'agression, la Russie mise sur l'épuisement du peuple ukrainien et sur la lassitude de ceux qui le soutiennent. Elle n'y parviendra pas. Nous continuerons d'apporter un soutien politique, militaire et humanitaire à l'Ukraine pour l'aider dans l'exercice de son droit à la légitime défense. Nous continuerons d'appeler la Russie à retirer ses troupes du territoire ukrainien, comme l'a demandé la Cour internationale de Justice dès le 16 mars 2022. Nous resterons mobilisés pour faire respecter les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, qui peuvent seuls, ici comme ailleurs, servir de base pour une paix juste et durable.

M. De La Gasca (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie de leurs exposés le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khaled Khiari, et la Directrice du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^me^ Lisa Doughten. Je salue la présence dans cette salle des représentants de l'Ukraine, de la Grèce et de l'Union européenne, ainsi que des représentantes de la Lettonie et de la Pologne.

Il est regrettable qu'en dépit de nos efforts collectifs, le Conseil doive une fois de plus se réunir pour entendre parler des effets dévastateurs d'un conflit qui continue d'être mené au mépris de la vie humaine et du droit international humanitaire. Il est également regrettable d'apprendre la récente attaque perpétrée le 6 mars à Odesa, où une frappe contre les infrastructures portuaires a entraîné la mort tragique d'au moins cinq civils. Le fait que cette attaque a été commise durant la visite du Premier Ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, souligne l'imprudence avec laquelle les normes internationales sont battues en brèche épreuve et la diplomatie affaiblie. Cela mérite notre condamnation la plus catégorique. Cette attaque est également un coup porté aux artères vitales d'une ville qui joue un rôle essentiel pour l'économie de l'Ukraine et de la région. En plus de constituer une violation directe du droit international, les attaques contre les infrastructures critiques ont un effet domino sur les personnes innocentes, exacerbant la crise humanitaire et mettant en péril la sécurité alimentaire mondiale.

L'Équateur réitère son appel urgent à la cessation des attaques contre la population et les infrastructures civiles et insiste sur la responsabilité qui incombe aux parties de respecter strictement les obligations que leur impose le droit international humanitaire, notamment les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. En plus de nuire à la population civile en Ukraine et en Russie, la poursuite de l'effusion de sang et des destructions causées par ce conflit augmente le risque d'une nouvelle escalade du conflit, avec des répercussions qui pourraient menacer gravement la sécurité mondiale. Chaque acte de violence, chaque déclaration incendiaire, chaque attaque contre des infrastructures civiles et chaque vie perdue nous rapproche dangereusement d'un point de non-retour, où les chances de parvenir à une solution pacifique s'évanouissent.

L'histoire nous a appris maintes fois qu'il n'y a pas de vainqueurs dans les conflits armés. Le seul moyen de parvenir à un règlement durable est de s'asseoir à la table de négociation et d'user de la diplomatie. Nous appelons une nouvelle fois la Fédération de Russie à mettre fin à ses opérations militaires en Ukraine, comme l'a ordonné la Cour internationale de Justice en mars 2022. Le monde compte sur nous pour venir à bout des conflits. Tous les moyens disponibles doivent être mis à profit pour progresser sur la voie d'une paix juste et durable, fondée sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour de leurs exposés le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, et la Directrice du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^me^ Doughten.

Les États-Unis condamnent avec la plus grande fermeté les attaques aériennes russes contre des villes et des infrastructures critiques partout en Ukraine. Le 6 mars, les frappes russes contre la ville portuaire d'Odesa sont venues douloureusement rappeler que la Russie lance quotidiennement des attaques destructrices contre la population et les infrastructures ukrainiennes. Malheureusement, les attaques contre Odesa n'ont rien de nouveau. Le week-end dernier, des informations ont fait état de frappes russes contre un immeuble d'habitation de grande hauteur, qui ont fait 12 morts et 20 blessés. Parmi les personnes tuées se trouvaient cinq enfants, dont l'un n'était âgé que de 7 mois. Selon les informations disponibles, au moins cinq civils ont été tués le 6 mars. Nous pleurons ces pertes tragiques en vies humaines. Chaque décès de civil dans un conflit, où qu'il se produise dans le monde, est une tragédie.

Cette fois-ci, lorsque les sirènes d'alerte aérienne ont retenti, le Président ukrainien et le Premier Ministre grec étaient en train de constater les dommages dévastateurs que des mois de bombardements soutenus ont causés à Odesa. La frappe russe est tombée à quelques centaines de mètres de leur convoi. Les tentatives de la Russie de justifier l'injustifiable aujourd'hui ne changent rien aux faits, à savoir que la Russie continue de mener une guerre d'agression contre un autre État Membre souverain de l'ONU, en violation de la Charte, que l'Ukraine n'aurait pas besoin de demander la tenue de séances d'urgence du Conseil si la Russie cessait son agression, et que les civils ukrainiens sont confrontés au quotidien à la mort et à la destruction à cause des tentatives du Kremlin de conquérir et d'assujettir leur pays.

Nous ne devons pas oublier qu'après que la Russie a suspendu sa participation à l'Initiative de la mer Noire, privant ainsi des céréales ukrainiennes certains des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire au monde, le Kremlin ne s'est pas arrêté là. Il a lancé d'autres attaques contre les ports, les infrastructures et les installations de stockage de céréales d'Odesa. Ces attaques n'étaient pas seulement cruelles ; elles s'inscrivaient dans le cadre d'une campagne visant à anéantir l'économie de l'Ukraine, faute de pouvoir vaincre son armée. Dans ces frappes, la Russie a détruit plus de 300 000 tonnes de céréales, ainsi que des installations de stockage vitales. L'Ukraine a réagi avec résilience et créativité, en mettant en place un couloir humanitaire qui a permis de ramener les exportations ukrainiennes à un niveau jamais atteint depuis le début de l'invasion à grande échelle menée par la Russie.

La Russie s'attaque non seulement aux infrastructures alimentaires, mais également aux infrastructures énergétiques. En début de semaine, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Sergei Kobylash, ancien commandant de l'aviation à long rayon d'action des forces aériennes russes, et contre Viktor Sokolov, commandant de la flotte de la mer Noire, pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui auraient été commis en lien avec les attaques de la Russie contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine. Le Kremlin choisit constamment la voie de la guerre et de l'escalade. Il agit de surcroît le spectre nucléaire et se procure en toute impudence des missiles balistiques et d'autres munitions auprès de la République populaire démocratique de Corée, en violation des résolutions du Conseil de sécurité.

Les États-Unis resteront aux côtés de l'Ukraine et continueront à appeler à l'application du principe de responsabilité. La voie à suivre est claire. La Russie doit cesser ses attaques contre l'Ukraine et se retirer immédiatement et complètement de tout le territoire situé à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, M. Khiari, ainsi que M^me^ Doughten, de leurs exposés d'aujourd'hui.

« Vous voyez à qui nous avons affaire. Ils ne se soucient pas de savoir où frapper. » Les mots prononcés par le Président ukrainien mercredi auraient pu être prononcés à d'innombrables reprises au cours de cette guerre. Nous sommes contraints de nous réunir à nouveau en réponse à une nouvelle série effroyable d'attaques de missiles contre l'Ukraine. Le 2 mars, 12 civils, dont cinq enfants, ont trouvé la mort lorsque des débris ont touché un immeuble d'appartements à Odesa. L'une des victimes était un bébé âgé de 4 mois seulement. Le 6 mars, alors que le Président Zelenskyy et le Premier Ministre grec Mitsotakis rendaient hommage aux morts, une nouvelle frappe russe s'est abattue sur la ville. Si les deux dirigeants y ont échappé de justesse, cinq autres personnes n'ont pas eu cette chance.

Nous nous sommes trop souvent réunis dans cette salle pour évoquer les souffrances humaines que la Russie inflige à l'Ukraine. Cette semaine, il s'agissait d'attaques contre des immeubles d'habitation. D'autres semaines, il s'agissait d'hôpitaux, d'écoles, de gares ferroviaires, d'hôtels et de restaurants. Chaque fois, ce sont des civils ukrainiens innocents qui le paient de leur vie. La veille de cette dernière frappe, la Cour pénale internationale avait annoncé deux nouvelles mises en accusation de personnalités militaires russes de haut rang pour une campagne

présumée de frappes contre les infrastructures électriques de l'Ukraine. Ces agissements ne sont pas ceux d'un pays qui est intéressé par la paix. Poutine prétend avoir lancé cette guerre pour protéger les civils ukrainiens. En réalité, il les terrorise. Les actes de la Russie témoignent d'un mépris total du droit international et de la Charte des Nations Unies. Elle tente d'intimider l'Ukraine, son peuple et ceux qui les soutiennent. Elle n'y parviendra pas.

Les précédentes attaques de la Russie contre Odesa ont totalement échoué. L'Ukraine a chassé de Crimée une grande partie de la flotte de la mer Noire et exporte depuis ses ports les volumes les plus importants depuis le début de la guerre. Comme l'a déclaré le Ministre de la défense de mon pays à Kyïv hier, le soutien du Royaume-Uni reste inébranlable et nous fournirons 325 millions de livres supplémentaires pour aider l'Ukraine à se défendre. Les Ukrainiens ont montré qu'ils ne se soumettront pas à la tyrannie et la Russie doit savoir que le Royaume-Uni se tient fièrement à leurs côtés. Nous appelons donc une nouvelle fois la Russie à retirer ses troupes et à mettre fin à l'effusion de sang et à cette guerre insensée. L'Ukraine mérite une paix juste et durable dans le respect de son intégrité territoriale. Et, avec notre soutien, c'est ce à quoi l'Ukraine parviendra.

M. Žbogar (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi le Sous-Secrétaire général Khiari et la Directrice Doughten de leurs exposés.

Je voudrais formuler deux observations au nom de ma délégation.

Premièrement, la ville d'Odesa reste une des villes les plus assiégées dans la guerre contre l'Ukraine. Les attaques aériennes de la Russie ont augmenté de façon spectaculaire depuis juillet 2023, après que la Russie s'est retirée de l'Initiative de la mer Noire. Cette ville portuaire a subi plus d'un millier d'attaques de drones et de missiles depuis lors. Ces attaques sont devenues tellement routinières qu'elles sont à présent des événements complètement ignorés par la communauté internationale. Les sirènes d'alerte aérienne sont activées, des drones ou des missiles apparaissent, les infrastructures sont réduites à l'état de ruines et les civils sont ensevelis sous les décombres. Après coup, les lieux des attentats sont recouverts de fleurs, de bougies et de jouets, et le cercle vicieux se répète le lendemain. Cela doit cesser. Nous ne pouvons permettre que cela devienne l'ordinaire des habitants des villes ukrainiennes, comme Odesa. Nous ne pouvons pas oublier les violations flagrantes du droit international. Nous ne pouvons tolérer l'utilisation aveugle d'armes hautement explosives dans des zones densément peuplées.

Deuxièmement, mercredi dernier, la Russie a une fois de plus touché le fond dans son agression contre l'Ukraine. À Odesa, un missile russe a atterri à quelques centaines de mètres des dirigeants de deux nations souveraines. Nous sommes soulagés qu'ils n'aient pas été blessés, mais des civils ont trouvé la mort dans cette attaque. Nous sommes consternés par cet acte et nous le condamnons avec la plus grande fermeté. Il s'agit d'un nouvel épisode de cette guerre inutile, dans laquelle des armes explosives sont utilisées sans discernement, en violation flagrante du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité doit s'acquitter enfin de sa responsabilité première et intervenir rapidement et efficacement afin de rétablir la paix et la sécurité en Ukraine et dans l'ensemble de la région.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et M^me^ Lisa Doughten, Directrice de la Division des finances et des partenariats du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de leurs exposés importants et perspicaces.

Il y a deux semaines, le Conseil de sécurité s'est réuni dans cette salle pour marquer le deuxième anniversaire du conflit en cours (voir S/PV.9557). À cette occasion, le Mozambique a exprimé de vives inquiétudes face à l'escalade inquiétante de la guerre, soulignant ses graves conséquences économiques, politiques et humanitaires. Dans notre déclaration, nous avons plaidé pour que l'on change résolument de cap afin de parvenir à une solution, en insistant sur le rôle central de la diplomatie. Malheureusement, la récente série d'attaques n'a fait qu'éloigner davantage la perspective d'une détente. Nos craintes concernant l'escalade du conflit se sont vérifiées ces derniers temps. Il est clair que les signes montrant une volonté d'escalade ne feront que compromettre davantage la sécurité et la stabilité en Europe et dans le monde entier. Ils renforceront la menace de l'utilisation d'armes nucléaires tactiques à titre de représailles. Nous ne devons pas adopter des positions qui s'éloignent de la Charte des Nations Unies, en vertu de laquelle tous les États Membres sont tenus de régler les différends internationaux par des moyens pacifiques, même dans une situation de conflit.

L'histoire, et même l'histoire récente, nous a montré que même en temps de conflit et de menace nucléaire, il est possible de faire preuve d'un leadership fort pour éviter de sombrer dans un nouveau conflit et retrouver le chemin du dialogue et de la paix. Nous devons retrouver l'esprit constructif qui, il y a plus de 30 ans, a vu les pays européens s'engager à construire sur leur continent une maison

commune et un espace de paix. Cet esprit de coopération et de négociation est absolument nécessaire aujourd'hui. Le Mozambique reste déterminé à plaider en faveur d'une solution diplomatique pour mettre fin à la guerre. Nous préconisons d'examiner toutes les options, y compris le rétablissement des liens diplomatiques, l'échange de prisonniers et le recours aux bons offices du Secrétaire général.

Nous avons toujours pensé qu'un dialogue sincère, constructif et responsable était la voie à suivre pour régler le conflit. Dans cet esprit, le Mozambique réitère son appel à la cessation immédiate des hostilités. Nous demandons instamment le retour à des négociations directes entre les parties, et ce de toute urgence. Comme l'a dit avec éloquence le Secrétaire général lors de notre dernière séance, le problème réside dans le non-respect de la Charte, qui honnit le fléau de la guerre. Respecter la lettre et l'esprit de la Charte est la bonne solution. Il est donc temps de réaffirmer notre attachement à la Charte et notre respect du droit international, qui est la voie menant à la paix et à la sécurité internationales. Aujourd'hui, 8 mars, Journée internationale des femmes, le Mozambique souhaite rendre hommage aux femmes du monde entier, et en particulier dans les zones de conflit, où elles œuvrent aux côtés des hommes pour la paix et la sécurité internationales.

M. Sangjin Kim (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Sous-Secrétaire général Khiari et M^me^ Doughten de leurs exposés, et je salue la participation des représentants de l'Ukraine, de l'Union européenne et de la Grèce et des représentantes de la Pologne et de la Lettonie à la présente séance.

Depuis que nous avons commémoré solennellement le deuxième anniversaire de l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie le mois dernier (voir S/PV.9557), la Russie a intensifié ses attaques de missiles et de drones contre les villes ukrainiennes. Ces attaques font des victimes parmi les civils et endommagent les infrastructures civiles telles que les immeubles d'habitation, les écoles, les hôpitaux et les silos à grain. Il y a tout juste deux jours, Odesa, la principale ville portuaire d'Ukraine, a été la cible d'une frappe balistique meurtrière, alors que le Premier Ministre grec et le Président ukrainien s'y trouvaient en visite. Cette attaque extrêmement dangereuse aurait eu lieu à quelques centaines de mètres à peine du convoi des deux dirigeants. Quelle que soit la version des faits fournie par la Russie, nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les conséquences graves de cet incident. En mettant des dirigeants en danger, ces attaques conduisent inutilement à une nouvelle escalade dans un contexte régional déjà explosif. Cette guerre injustifiable a déjà engendré des souffrances humaines indicibles, en plus d'avoir eu de nombreuses répercussions à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons pas laisser ce conflit s'étendre davantage, et sa prolongation et son escalade sont alarmantes.

Ma délégation estime que l'attachement de la communauté internationale à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine est inébranlable. Cet attachement inébranlable a été réaffirmé ici à l'ONU. En effet, nous nous souvenons très bien qu'une majorité écrasante de l'Assemblée générale a, l'année dernière, voté pour la résolution ES-11/6, sur une paix globale, juste et durable en Ukraine. Nous réaffirmons que le seul moyen d'atteindre cet objectif est que la Russie retire ses forces militaires du territoire de l'Ukraine. Les violations flagrantes de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine doivent cesser immédiatement.

Ce conflit prolongé n'est pas seulement synonyme de pertes et de dommages immédiats ; les destructions et les souffrances prolongées et accumulées rendront également le relèvement encore plus difficile à long terme. Dans ce contexte, nous notons les conclusions alarmantes de la dernière *Évaluation rapide des dommages et des besoins en Ukraine*, publiée conjointement par l'Ukraine, le Groupe de la Banque mondiale, la Commission européenne et l'ONU, qui estime que le coût total de la reconstruction et du relèvement de l'Ukraine s'élèvera à 486 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie, soit 2,5 fois le produit intérieur brut de ce pays.

De par sa propre expérience des conséquences dévastatrices de la guerre, le peuple coréen ne sait que trop bien à quel point le processus de reconstruction est sinueux et difficile. C'est pourquoi la République de Corée s'est fermement engagée à travailler avec la communauté internationale pour appuyer les efforts de reconstruction en Ukraine. En plus des 140 millions de dollars d'aide humanitaire déjà versés à l'Ukraine, nous fournirons une aide globale de 2,3 milliards de dollars au cours des prochaines années pour aider le peuple ukrainien à reconstruire sa nation. Mon gouvernement participe également activement à la plateforme pluriinstitutions de coordination des donateurs pour l'Ukraine afin de mieux coordonner l'aide collective entre les principaux pays donateurs.

M^me^ Rodrigues-Birkett (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et la Directrice Lisa Doughten de leurs exposés.

Le Guyana regrette profondément les pertes civiles qui continuent d'être enregistrées dans le cadre de la guerre en cours en Ukraine. Nous déplorons les récentes attaques, notamment contre la ville d'Odesa, qui ont

coûté la vie à plusieurs civils, dont de jeunes enfants, et causé des dommages considérables aux infrastructures civiles. Cette guerre continue d'infliger des souffrances et des destructions incommensurables, les femmes et les enfants subissant de plein fouet les bombardements de plus en plus intenses. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la situation humanitaire dans les communautés qui se trouvent en première ligne, y compris dans les territoires occupés par la Fédération de Russie, atteint des niveaux graves et catastrophiques, plus de 3,3 millions de personnes, dont 800 000 enfants, ayant besoin d'une aide d'urgence. Le Bureau a également recensé les dégâts et les destructions subis au cours de l'année écoulée, notamment en ce qui concerne les habitations, les hôpitaux, les écoles et les infrastructures civiles vitales. Cela ne peut plus durer.

Le Guyana réitère son appel à la cessation des attaques contre les civils et les infrastructures civiles. Nous exhortons les parties au conflit à cesser immédiatement toutes les attaques sans discrimination et à prendre toutes les mesures possibles pour protéger les civils. Nous exigeons en outre qu'elles s'acquittent de leurs obligations au regard du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et garantissent la protection des personnes les plus vulnérables. Nous insistons par ailleurs sur l'urgence de régler ce conflit par des moyens pacifiques, et nous exhortons les parties à s'engager dans un processus politique et diplomatique de bonne foi afin de mettre un terme au conflit, et la communauté internationale à rester mobilisée à cette fin.

Pour terminer, le Guyana réaffirme son appui au plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, nous saluons les femmes qui, en Ukraine et en Russie, œuvrent en faveur de la paix et sommes solidaires de celles qui pleurent leurs proches disparus.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie tout d'abord le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et M^me^ Lisa Doughten de leurs exposés.

Alors que la crise ukrainienne s'éternise, des attaques brutales continuent d'être commises, faisant de nouvelles victimes civiles et exacerbant la situation humanitaire. Les exposés d'aujourd'hui démontrent une fois de plus la cruauté de la guerre et la gravité de la situation, ce qui préoccupe et attriste profondément la Chine.

Personne ne sort jamais vainqueur d'un conflit ou d'un affrontement. Tous les conflits doivent être réglés à la table des négociations. Plus tôt les pourparlers commenceront, plus tôt la paix adviendra. L'Europe ne pourra véritablement mettre en place une architecture de sécurité équilibrée, efficace et durable que lorsque toutes les parties respecteront les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et tiendront dûment compte des préoccupations légitimes des uns et des autres. Nous appelons toutes les parties à garder leur calme et à faire preuve de retenue, à renforcer les échanges directs et le dialogue, à faire émerger un consensus et à rechercher collectivement des solutions viables. La communauté internationale doit également redoubler d'efforts diplomatiques pour faciliter une désescalade de la situation et créer les conditions propices à un règlement politique.

S'agissant de la situation en Ukraine, la Chine a toujours adopté une position objective et juste et n'a jamais relâché ses efforts pour faciliter les pourparlers de paix. Le Représentant spécial du Gouvernement chinois pour les affaires eurasiennes effectue actuellement des visites de médiation en Russie, en Ukraine et dans les pays européens concernés afin de trouver un règlement politique à la crise ukrainienne. Nous sommes favorables à la tenue, en temps voulu, d'une Conférence internationale de la paix reconnue par la Russie et l'Ukraine, qui garantisse la participation de toutes les parties sur un pied d'égalité et des négociations équitables sur tous les plans de paix. Nous sommes prêts à poursuivre nos échanges avec toutes les parties afin de parvenir à un consensus pour mettre fin au conflit et ouvrir la voie au dialogue et aux pourparlers de paix. Nous travaillerons sans relâche à cette fin et jouerons un rôle constructif pour faciliter un règlement politique de la crise.

M. Hauri (Suisse) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et la Directrice Lisa Doughten, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, pour leurs exposés.

Alors que nous sommes entrés dans la troisième année de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, la séance d'aujourd'hui est un rappel de son impact dévastateur sur la population civile. La Suisse continue de déplorer le coût humain et les immenses souffrances causés par cette guerre. Chaque jour que les hostilités se poursuivent, le nombre de victimes civiles augmente, comme lors des évènements de la semaine écoulée. Nous sommes troublés par l'intensification des attaques de missiles et de drones russes au cours de ces derniers jours et des dernières semaines. En fin de semaine dernière, plusieurs régions de l'est et du sud de l'Ukraine, dont Donetsk, Mykolaiv et Kharkiv, ont été attaquées, ce qui a fait de nouvelles victimes et causé d'importants dégâts à des bâtiments résidentiels et à d'autres infrastructures civiles, dont un hôpital et des écoles.

Les attaques perpétrées à Odesa samedi dernier et il y a deux jours, lors de la visite du Président Zelenskyy et du Premier Ministre Mitsotakis, ont été tragiques. Comme nous l'avons entendu, 12 personnes ont été tuées lors de la première attaque, dont plusieurs enfants. Il ne s'agit là que des derniers exemples d'attaques contre la ville, qui a subi d'énormes dégâts après des mois de frappes russes, qui ont détruit et endommagé plusieurs sites culturels importants ainsi que les infrastructures portuaires et les silos à grains. Cela nous rappelle à quel point cette guerre, au travers de son impact sur la sécurité alimentaire, a des conséquences délétères à travers le monde.

La Suisse condamne la nouvelle série d'attaques qui a fait de nombreuses victimes civiles. Ces attaques doivent cesser immédiatement. Nous réitérons notre appel au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Le droit international humanitaire interdit les attaques contre les civils, y compris contre les enfants, qui doivent être protégés à tout moment.

Nous réaffirmons l'importance de la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves et soutenons les efforts nationaux, régionaux et internationaux en matière de responsabilité, y compris ceux de la Cour pénale internationale, qui a récemment délivré des mandats d'arrêt supplémentaires pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés. J'exprime également ma gratitude pour le travail des acteurs humanitaires qui ont réagi rapidement aux attaques, y compris dans la ville d'Odesa. Leur travail, qu'il s'agisse des premiers secours, du soutien psychologique ou de la distribution d'aide d'urgence, reste indispensable et doit être protégé.

Enfin, la Suisse reste engagée en faveur d'une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Dans l'intérêt de la protection de la population civile, une telle paix doit rester notre objectif principal.

M. Kanu (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance d'information. Qu'il me soit également permis de remercier les intervenants, le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et la Directrice Lisa Doughten, des informations utiles qui nous ont été communiquées. Je salue la présence et la participation du représentant de l'Ukraine à la séance d'aujourd'hui.

La Sierra Leone continue d'exprimer sa vive préoccupation au sujet de la situation regrettable qui a toujours cours en Ukraine à cause du conflit et qui a de graves répercussions sur la paix et la sécurité internationales. À toutes les séances consacrées à ce regrettable conflit, nous réitérerons notre appel au plein respect de la Charte des Nations Unies et de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ainsi qu'à la cessation immédiate des hostilités. Ce faisant, nous demandons instamment des efforts diplomatiques de bonne foi pour régler le conflit, en remédiant aux préoccupations légitimes de toutes les parties.

Pour en venir aux incidents récents, qui ont entraîné la convocation de la séance d'information de ce jour, nous prenons note des informations faisant état de frappes de missiles, y compris contre le port d'Odesa, en mer Noire, durant la visite du Premier Ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, et du Président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy, frappes qui auraient causé de tragiques pertes en vies humaines et infligé des dommages à des infrastructures vitales.

Il est très inquiétant qu'au lieu d'une cessation des hostilités, nous voyions les signes d'une escalade plus dangereuse du conflit. Vu la gravité de la situation, la Sierra Leone est fermement d'avis que le moment est venu pour les parties au conflit et les autres parties concernées de déployer des efforts constants et de s'engager à entamer un dialogue constructif et véritable et à chercher le moyen d'un règlement pacifique. Il faut une initiative de cessez-le-feu pour la population ukrainienne et les personnes touchées en Russie.

En outre, et malheureusement, alors que les hostilités se poursuivent, nous demandons une fois de plus aux parties de se conformer à leurs obligations en vertu du droit international, en particulier le droit international humanitaire. Les civils et les biens de caractère civil doivent être protégés en tout temps.

Le conflit en Ukraine continue d'avoir des conséquences dévastatrices, non seulement pour les parties au conflit, mais aussi pour la région et au-delà. Le conflit a des effets persistants et considérables sur l'économie mondiale.

En cette Journée internationale des femmes, nous insistons sur les répercussions croissantes du conflit sur les femmes. D'après ONU-Femmes, les femmes et les filles d'Ukraine sont particulièrement visées par la traite et la violence fondée sur le genre, qui vont croissant, la perte de moyens de subsistance cruciaux et l'augmentation des niveaux de pauvreté. La destruction à grande échelle des infrastructures fait que les services, les soins de santé et d'autres formes indispensables de soutien aux personnes rescapées sont inaccessibles pour beaucoup d'entre elles.

Aujourd'hui, la protection des civils et la fourniture d'une aide humanitaire doivent rester un impératif. Les atteintes aux droits humains, y compris les allégations présumées de violence sexuelle, doivent faire l'objet d'enquêtes, et justice doit être rendue aux personnes rescapées. Les femmes

continuant de subir des préjudices différents et supplémentaires en temps de conflit, elles doivent être représentées dans toutes les instances de décision sur la désescalade, la prévention et l'atténuation des conflits et d'autres processus en faveur de la paix et de la sécurité pour tout le monde.

Pour terminer, j'appelle une fois encore à ce que des mesures véritables soient prises en vue de la cessation immédiate des hostilités, à ce que des initiatives de cessez-le-feu soient mises en œuvre et à ce que les parties au conflit dialoguent de façon constructive et de bonne foi pour trouver une solution politique et diplomatique, comme prévu à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Aujourd'hui, le monde entier célèbre une fête formidable, la Journée internationale des femmes. Comme chacun sait, dans notre pays, dès l'époque de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, nous avons posé les bases solides d'une égalité réelle, et pas seulement déclarée, pour les femmes en matière d'emploi et de manière générale. Peu importe que les collègues occidentaux essaient de gâcher cette journée en propageant leurs informations fallacieuses au sujet de la Russie, ce pour quoi ils ont demandé la séance de ce jour ; je tiens à rendre hommage à toutes les femmes du monde en cette Journée internationale des femmes, y compris mes collègues au Conseil de sécurité, et à leur souhaiter réussite professionnelle et prospérité. Elles contribuent au maintien de la paix et de la sécurité internationales par des actes, pas juste des paroles.

Au moyen d'exemples précis, nous avons démontré à de nombreuses reprises que les frappes de précision des forces aériennes russes contre des installations ukrainiennes associées aux capacités militaires du régime de Kiev étaient sans danger pour les civils, qui ne se trouvent pas sur ces sites. Les Ukrainiens ordinaires le savent bien. Ils constatent régulièrement par eux-mêmes que leur vie n'est menacée que par les actes des membres de la défense aérienne ukrainienne qui manquent de professionnalisme et qui, de surcroît, sont déployés dans les quartiers résidentiels des villes ukrainiennes, en violation des règles du droit international humanitaire. Nous nous souvenons tous du missile de défense aérienne qui est sorti de sa trajectoire et a détruit la cathédrale de la Transfiguration à Odessa. Des missiles à la dérive et des débris de missiles ont déjà endommagé des immeubles résidentiels à Kiev, Kharkiv, Dnepr, Odessa et dans d'autres villes ukrainiennes. Je le répète : les Ukrainiens ordinaires le savent. De plus, la nature de ces destructions, comme peut le confirmer quiconque a une connaissance élémentaire des armes modernes, ne correspond pas aux dommages causés par une frappe de missile directe.

Néanmoins, les représentants du régime de Kiev et leurs marionnettistes occidentaux tentent, avec une insistance maniaque et déconcertante, de faire passer ce qui est l'œuvre des forces de défense aérienne ukrainienne pour la conséquence de frappes russes ciblées contre des biens de caractère civil. La présente séance vise elle aussi à donner du poids à cette affirmation intenable.

Du 2 au 8 mars, les forces armées de la Fédération de Russie ont procédé à 34 frappes groupées au moyen d'armes de haute précision, de lance-roquettes multiples et de drones aériens contre des cibles en Ukraine qui étaient impliquées dans l'assemblage et la préparation au combat de bateaux sans équipage, des arsenaux, des dépôts de carburant pour matériel militaire, des lieux de déploiement des unités des forces armées ukrainiennes, des formations nationalistes et des mercenaires étrangers. Comme le confirment des données de surveillance objectives et les nombreux messages publiés par les utilisateurs ukrainiens dans les médias sociaux, toutes les cibles visées ont été atteintes avec succès. Dans ces vidéos, que l'on peut facilement trouver sur Internet, on peut clairement voir les tirs aveugles des systèmes de défense aérienne ukrainiens depuis des quartiers résidentiels, des missiles et des obus frappant des zones qui n'étaient pas visées initialement. Les commentaires des utilisateurs sous ces publications et d'autres sont également révélateurs : ils affirment que les habitants doivent craindre davantage les systèmes de défense aérienne imprévisibles que les missiles russes.

Ce sujet s'est aussi frayé un chemin jusque dans les reportages des chaînes de télévision occidentales, qui ont de plus en plus de mal à dissimuler la vérité. Dans un reportage de CNN sur la libération imminente de Tchassov Iar, l'un de ses habitants a fait l'aveu émouvant suivant :

> « Les soldats ukrainiens prennent toute notre eau. Ils s'approchent des maisons où vivent des civils et tirent directement depuis ces maisons. Ils se cachent derrière les civils ».

D'après le même reportage, il est clair que les habitants restés à Tchassov Iar attendent avec impatience l'arrivée des forces russes, et l'on comprend pourquoi. Cette situation qui voit des unités de nationalistes ukrainiens utiliser des civils comme boucliers humains oblige même les plus fervents partisans du régime de Zelenskyy à repenser leurs valeurs.

Nos collègues occidentaux restent cependant aveugles et sourds à ces signaux. Ils n'ont pas perdu l'espoir que le régime de Kiev, qui se bat pour leurs intérêts, puisse résister à l'armée russe. Il est vrai que les enjeux ont déjà été considérablement réduits et qu'au lieu

d'appeler à aider l'Ukraine à gagner, on entend de plus en plus souvent des appels à ne pas laisser la Russie gagner. Toutefois, étant donné que l'initiative sur la ligne de front est entièrement passée à l'armée russe, la seule question est de savoir ce que les parrains occidentaux de Zelenskyy et de sa clique sont prêts à faire pour tenter de sauver de l'effondrement total leur projet géopolitique de création d'une entité antirusse à la frontière de la Russie.

Les livraisons d'armes ne suffisent manifestement pas. Comme il est apparu clairement ces derniers jours, les fameux chars Abrams fabriqués par les États-Unis brûlent tout autant que les chars Léopard allemands tant vantés et presque aussi bien que leurs prédécesseurs, les chars allemands Tigre et Panthère, qui ont brûlé dans les steppes de l'Ukraine il y a 80 ans. Il est évident qu'aucune nouvelle livraison d'armes à l'Ukraine ne mettra fin à l'agonie du régime de Kiev en faillite. Elles ne peuvent que la prolonger au prix de dizaines, voire de centaines de milliers de vies ukrainiennes, ces mêmes Ukrainiens que les autorités de Kiev embarquent aujourd'hui directement dans la rue pour les envoyer de manière insensée à l'abattoir. Ce qui est en jeu, c'est la survie du régime de Zelenskyy et le prestige des auteurs du coup d'État anticonstitutionnel perpétré à Kiev il y a 10 ans.

Cette perspective incite apparemment un certain nombre de responsables politiques européens irresponsables à vouloir intensifier le conflit ukrainien et à l'amener à un nouveau niveau de confrontation directe, plutôt qu'indirecte, entre la Russie et l'OTAN. Comment interpréter autrement la position du Président français Macron quant à la nécessité d'envoyer des forces de l'OTAN en Ukraine pour empêcher l'effondrement du régime de Kiev ? Il est dommage que nous n'ayons rien entendu sur ces projets, qui menacent de déclencher une troisième guerre mondiale, dans la déclaration du représentant de la France. Il est également dommage que nous ne voyions pas, parmi les personnes qui ont demandé à prendre la parole à la séance d'aujourd'hui, la représentante de l'Allemagne qui est active d'habitude. Il serait intéressant d'entendre ses commentaires sur la conversation, récemment divulguée, entre des officiers militaires allemands de haut rang discutant de la manière d'aider les Ukrainiens à détruire le pont de Kertch menant à la Crimée et à lancer des frappes au cœur du territoire russe. Cette même conversation a permis de confirmer que des conseillers militaires des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Europe étaient présents en Ukraine et aidaient les forces armées ukrainiennes à choisir des cibles pour leurs frappes. Cela confirme ce que nous disons depuis longtemps : chaque utilisation d'armes occidentales de longue portée contre des civils rend leurs fournisseurs complices des crimes violant le droit international humanitaire commis par Zelenskyy et sa clique.

Grâce à l'enquête menée par le *New York Times*, nous avons également appris que l'opération Project Ukraine de la Central Intelligence Agency (CIA) était la plus importante de l'histoire de l'agence, qu'elle avait commencé bien avant 2014 et qu'immédiatement après le coup d'État, de vastes postes de renseignement de la CIA avaient été mis en place à la frontière avec la Russie. Il est dommage que, dans sa déclaration, le représentant des États-Unis soit resté modeste et ne nous ait rien dit à ce sujet.

D'une manière générale, il serait bon que les représentants des États de l'OTAN au Conseil de sécurité nous expliquent la logique fourbe de l'Organisation. Dans un premier temps, ses dirigeants ont déclaré que l'OTAN devait ouvrir ses portes à l'Ukraine parce que la Russie n'attaquerait pas un État membre de l'OTAN. Mais aujourd'hui, nous entendons dire qu'il ne faut pas laisser la Russie gagner en Ukraine, car, le cas échéant, elle irait plus loin et attaquerait l'OTAN. Où est le bon sens dans ces déclarations ? Où est la cohérence ? La cohérence se manifeste en fait dans la manière dont les pays occidentaux façonnent l'image de la Russie comme un ennemi et un agresseur, en omettant le fait que leur agression contre la Russie, en utilisant l'Ukraine, a commencé il y a au moins 10 ans. Nous aborderons en détail toutes ces questions, qui dérangent nos collègues occidentaux, lors d'une séance distincte du Conseil de sécurité que nous avons demandée pour le 22 mars.

Comme le dit le célèbre dicton turc, lorsqu'un clown s'installe dans un palais, il ne devient pas roi, mais c'est le palais qui devient un cirque. Bien sûr, nous pourrions considérer tout ce qui se passe en Ukraine comme un cirque, si les conséquences n'étaient pas aussi tragiques et catastrophiques pour ce pays. Cependant, les numéros de cirque y sont toujours très populaires. Nous savons tous que les sirènes aériennes retentissent à Kiev et dans d'autres villes lors des visites de délégations étrangères de haut rang et en l'absence de tout bombardement. Ce numéro fait maintenant partie du spectacle de cirque offert aux dirigeants étrangers en visite en Ukraine. Il convient de noter qu'à Odessa, les sirènes n'ont pas retenti lorsque des installations militaires ont fait l'objet de frappes au cours de la visite d'une délégation grecque de haut rang. Apparemment, ce numéro ne figurait pas à l'affiche du spectacle cette fois-là.

Je me tourne à présent vers toutes les personnes qui, aujourd'hui, ont déchaîné et continueront de déchaîner les passions autour de cet épisode. Elles doivent se poser une

question toute simple. Pensent-elles vraiment que si nous avions voulu frapper le cortège de Zelenskyy, nous n'aurions pas été en mesure de le faire ? Elles doivent répondre honnêtement à cette question, d'autant plus qu'elles savent très bien que la frappe a détruit une installation utilisée pour la production de drones marins ou, plus exactement, pour l'assemblage de ces drones fournis par le Royaume-Uni. Cette cible est bien plus importante pour nous que Zelenskyy, qui sillonne les zones de la ligne de front, se prenant en photo dans les villes avant qu'elles ne soient libérées par l'armée russe.

Si certains membres du Conseil espèrent au fond d'eux-mêmes se débarrasser de cette manière du chef du régime de Kiev, je ne peux que les décevoir. Cela n'est pas dans nos intentions. La réincarnation de M. Goloborodko de la série télévisée « Serviteur du peuple » a été élue à la présidence par les Ukrainiens qui ont cru à ses promesses électorales d'instaurer la paix dans le Donbass et de protéger la langue russe et les citoyens russophones d'Ukraine. Il a trompé ses électeurs, et les Ukrainiens et ses marionnettistes occidentaux doivent maintenant composer avec lui. Nous avons quant à nous une tâche plus importante : remplir les objectifs de notre opération militaire spéciale. Puisque les membres du Conseil ne veulent pas discuter de la manière d'atteindre ces objectifs par des moyens pacifiques, nous devons utiliser la force militaire pour y parvenir, avec toutes les conséquences qui en découlent pour l'Ukraine et les parrains occidentaux du régime de Kiev, qui sont déjà bien visibles.

M^me^ Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Sous-Secrétaire général Khiari et M^me^ Doughten de leurs précieux exposés. Je salue par ailleurs la participation du Représentant permanent de l'Ukraine à la présente séance.

Le 6 mars, les délégations officielles de l'Ukraine et de la Grèce, dirigées respectivement par le Président ukrainien et le Premier Ministre grec, se sont rendues dans la ville ukrainienne d'Odesa. Les pourparlers portaient sur l'aide au rétablissement des infrastructures civiles. Il s'agit notamment des églises, des établissements d'enseignement et des sites du patrimoine culturel ukrainien qui ont été endommagés ou détruits lors de la guerre d'agression menée par la Russie. Pendant cette visite, la ville, ainsi que les installations portuaires voisines, ont été attaquées à l'aide d'explosifs meurtriers. Les forces russes se sont montrées à plusieurs reprises indifférentes à la question de savoir si les cibles étaient militaires ou civiles.

Depuis la semaine dernière, nous assistons à une montée en flèche de la violence en Ukraine. Les forces russes ont intensifié leurs attaques sauvages contre les civils et les infrastructures civiles dans la ville portuaire d'Odesa, détruisant des bâtiments résidentiels et endommageant d'autres installations critiques. Malheureusement, 12 citoyens, dont cinq enfants, ont été tués lors d'une attaque perpétrée le 2 mars. D'autres victimes civiles causées par les attaques aériennes russes ont également été signalées dans les régions de Kherson et de Donetsk.

Nous soulignons une fois de plus que les attaques contre les civils et les infrastructures civiles sont interdites par le droit international.

Ces attaques sont inacceptables et doivent cesser immédiatement. La population civile souffre énormément en raison de cette guerre cruelle et doit être protégée par tous les moyens. Ces actes qui visent les civils sont extrêmement préoccupants et inadmissibles. Malte condamne fermement ces attaques odieuses et continues, et exprime ses plus sincères condoléances aux familles des victimes..

Soyons clairs : la persistance de ces attaques et l'escalade de la violence, qui font des victimes parmi la population civile illustrent l'absence totale d'engagement de la Russie en faveur de la paix, son mépris du droit international et son indifférence totale pour la vie humaine. L'agression russe entre dans sa troisième année et, malheureusement, nous ne sommes pas près de voir la fin de cette guerre illégale, injustifiée et non provoquée. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, plus de 10 000 civils ont été tués et plus de 18 500 ont été blessés. Chaque jour qui passe, les dégâts et les conséquences humanitaires de ce conflit sur l'Ukraine et la sécurité internationale deviennent de plus en plus évidents.

Malte continuera de réclamer justice et de demander la pleine application du principe de responsabilité pour tous les crimes commis dans le cadre de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, y compris le crime d'agression. Malte appuie pleinement le travail important accompli dans le cadre des enquêtes que mènent la Cour internationale de Justice, la Cour pénale internationale et la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine. Nous devons rétablir la paix et la sécurité internationales afin d'offrir un avenir meilleur à nos enfants.

Pour terminer, Malte réaffirme que le seul moyen d'avancer vers une paix juste et durable serait que la Russie cesse immédiatement toutes les hostilités et retire complètement et sans condition toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

M. Koudri (Algérie) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Sous-Secrétaire général Khaled Khiari et la Directrice Lisa Doughten de leurs exposés instructifs.

Nous nous réunissons d'urgence aujourd'hui pour discuter d'une nouvelle série d'attaques qui auraient fait des victimes parmi les civils en Ukraine. Je peux imaginer la peur qu'on peut ressentir face au danger et à l'insécurité, mais je ne peux imaginer ce que les civils ressentent lorsque leur sécurité est continuellement menacée. C'est malheureusement la situation dans laquelle de nombreux civils vivent chaque jour de part et d'autre de la frontière. Et jusqu'à présent, il n'y a aucune perspective de paix.

Cette situation doit nous rappeler à toutes et à tous l'urgence et l'importance de la désescalade des tensions et de la cessation des hostilités. Elle doit également inciter les parties à privilégier un règlement pacifique du conflit, et les encourager à s'engager dans un dialogue inclusif et constructif, dans le seul objectif de parvenir à une solution politique juste et durable. Cette solution politique doit être fondée sur les objectifs et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et tenir compte des préoccupations légitimes des deux parties. De plus, cette situation doit renforcer notre détermination à intensifier les efforts diplomatiques en vue de parvenir à un règlement pacifique du différend.

Nous appelons de nouveau les parties à privilégier la voie de la paix et du dialogue. L'escalade, les antagonismes et les affrontements ne font que conduire à plus de tensions, de destructions et, surtout, de morts, en particulier parmi les civils.

Le Président (*parle en anglais*) Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Japon.

Je remercie à mon tour le Sous-Secrétaire général Khiari et la Directrice Doughten de leurs exposés.

Il y a à peine deux semaines, dans cette salle (voir S/PV.9557), nous avons une fois de plus condamné la Russie pour son agression non provoquée contre l'Ukraine, qui dure maintenant depuis deux ans en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, et qui se poursuit aujourd'hui, en cette Journée internationale des femmes, en provoquant des souffrances qui touchent les femmes et les filles en Ukraine. La Russie, comme à son habitude, a tenté de justifier l'injustifiable aujourd'hui, mais la communauté internationale n'est toujours pas convaincue par ces excuses.

Les attaques incessantes de la Russie contre Odesa se poursuivent, entraînant des pertes en vies humaines et la destruction d'infrastructures civiles. Nous avons appris que le Président ukrainien et le Premier Ministre grec ont échappé de justesse à une attaque, mais que par contre, elle a fait des victimes parmi les civils qui vivent dans la région.

Aujourd'hui, nous avons entendu des exposés détaillés de la part des intervenants sur la triste réalité, la mort et les destructions causées par les actes de la Russie. Au vu de ces innombrables atrocités, qui peut croire que la Russie recherche la paix ? Nous réaffirmons notre attachement au principe selon lequel la paix en Ukraine doit être fondée sur la Charte des Nations Unies, comme l'a demandé l'Assemblée générale. Nous devons demander des comptes à ceux qui continuent de mener des attaques contre des civils à l'aide de drones et de missiles. Nous devons faire respecter la Charte et l'état de droit, et faire en sorte que les auteurs de ces actes en répondent, conformément au droit international, et ne jouissent pas de l'impunité.

Nous exhortons une fois de plus la Russie à mettre fin à son agression et à retirer immédiatement, complètement et sans condition ses forces et son matériel militaire de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. Nous maintenons notre engagement sans faille envers l'Ukraine, qui défend vaillamment son peuple, son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale, conformément à la Charte. Notre gouvernement, en collaboration avec le secteur privé japonais, continuera de soutenir l'Ukraine et les efforts qu'elle déploie avec résilience en faveur de la reconstruction. Le Japon a été et sera toujours aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je prends note de la présence de la représentante de la Fédération de Russie en cette Journée internationale des femmes. Je suppose que, alors que ses collègues russes de sexe féminin continuent de travailler, le représentant russe, selon la tradition sexiste propre à Moscou, est en train de célébrer activement la Journée des femmes avec quelque chose de plus fort que du champagne. Bien entendu, les hommes russes qui continuent de tuer des femmes et des filles ukrainiennes sont la seule exception à cette règle.

En tant que représentant d'un des Membres fondateurs de l'ONU, je peux affirmer que les quelque 33 années de la présence de la Russie au sein de l'Organisation ont été marquées par des confiscations de territoires, des guerres et des agressions contre les pays voisins et sur d'autres continents. Ni le Conseil de sécurité ni l'Assemblée générale n'ont jamais examiné la lettre, datée du 24 décembre 1991, du Président russe de l'époque,

Boris Yeltsin, dans laquelle celui-ci exprime sa volonté de garder le siège de l'Union soviétique, et ils n'ont jamais mis cette question aux voix.

Aujourd'hui, nous constatons à nouveau que la Russie considère l'occupation du siège soviétique comme une autorisation de commettre des violations et des crimes. Elle continue de terroriser les Ukrainiens en attaquant les infrastructures civiles et les zones résidentielles à l'aide de missiles, de drones, de bombes aériennes téléguidées et de diverses armes d'artillerie. Rien que la semaine dernière, du 26 février au 3 mars, les forces russes ont utilisé environ 400 bombes aériennes téléguidées, plus de 50 drones Shahed et plus de 40 missiles contre des villes et des villages ukrainiens. La ville d'Odesa a été particulièrement prise pour cible, subissant des bombardements presque quotidiens. Les conséquences les plus tragiques ont été enregistrées à la suite de l'attaque de drones lancée contre Odesa dans la nuit du 2 mars. L'un des drones a touché une tour d'habitation, détruisant 18 appartements. Douze résidents, dont cinq enfants, ont été tués alors qu'ils dormaient paisiblement dans leur lit. Huit autres résidents de l'immeuble touché ont été blessés.

Il est important de noter que les blessures causées par les missiles et les drones sont souvent graves et difficiles à surmonter. Le nombre réel de victimes des frappes aériennes russes pourrait être plus élevé que celui annoncé immédiatement après la fin des opérations de sauvetage. En effet, le lendemain de cette attaque de drone, le 3 mars, une femme de 61 ans, victime d'un autre acte de terreur russe à Odesa, a succombé à de graves blessures subies 10 jours plus tôt lors de l'attaque russe du 23 février.

Le meurtre sanglant d'enfants à Odesa le 2 mars n'a pas arrêté les Russes, mais les a au contraire encouragés à intensifier leurs attaques. Dans la nuit du 5 mars, ils ont lancé une attaque de drones sur la région d'Odesa qui a duré trois heures. Les défenses aériennes ukrainiennes ont réussi à intercepter 18 drones. La nuit suivante, le 6 mars, Odesa a été attaquée par 22 drones, dont 18 ont été abattus par nos forces. Cependant, les quatre autres ont endommagé des infrastructures civiles. Au total, en une seule nuit, les Russes ont lancé 42 drones Shahed et tiré cinq missiles S-300, attaquant non seulement Odesa mais aussi les régions de Dnipropetrovsk, Kherson, Khmelnytskyi, Cherkasy, Kharkiv, Vinnytsia et Sumy.

Toujours le 6 mars, les forces russes ont ensuite lancé une attaque de missiles sur le port d'Odesa. L'attaque a eu lieu alors que la ville accueillait le Président ukrainien et le Premier Ministre grec, qui se trouvaient à proximité lorsqu'un des missiles a explosé à quelques centaines de mètres des délégations officielles. Malheureusement, cinq personnes ont été tuées et cinq autres blessées dans l'enceinte du port à la suite de cette frappe. Le 7 mars, une nouvelle attaque de missiles a été lancée contre Odesa, sur le site du deuxième quai du port. Cinq personnes sont mortes et sept ont été blessées. Quatre bâtiments ont également été détruits ou endommagés.

Il est évident qu'en faisant d'Odesa une des principales cibles de leurs frappes aériennes, les agresseurs russes tentent de perturber le fonctionnement du couloir maritime établi par les forces navales ukrainiennes après que la Russie a fait dérailler l'Initiative de la mer Noire. Les tentatives de la Russie de faire chanter la communauté internationale en se retirant de l'Initiative ont échoué. Toutefois, l'Ukraine, qui est fermement résolue à garantir la sécurité alimentaire mondiale malgré la guerre en cours, a créé un couloir maritime et continue d'en renforcer l'efficacité.

Depuis août 2023, près de 30 millions de tonnes de marchandises ont été exportées vers 42 pays à travers le monde depuis les ports d'Odesa, de Pivdennyi et de Chornomorsk, dont plus de 8 millions de tonnes au cours du seul mois de février. Ces envois représentent 80 % de nos exportations agricoles. En fait, les exportations depuis les ports ukrainiens de la mer Noire ont retrouvé des niveaux comparables à ceux d'avant l'invasion à grande échelle. La flotte russe de la mer Noire, qui se réduit progressivement, n'ose plus se montrer dans la partie nord-ouest de la mer Noire, et encore moins envisager la possibilité d'un blocus des ports ukrainiens.

La Russie n'a maintenant plus d'autre choix que de lancer des missiles pour tenter d'intimider l'Ukraine et nos partenaires commerciaux. Par conséquent, le renforcement des capacités de défense aérienne permettra d'accélérer le temps de chargement des navires et d'assurer une meilleure protection des ports. Selon les experts, la modernisation des infrastructures concernées, associée à des conditions de sécurité adéquates, permettrait d'augmenter le volume des exportations d'au moins un quart, réduisant ainsi davantage la menace de l'insécurité alimentaire.

En collaboration avec des compagnies d'assurance internationales, l'Ukraine met en œuvre des projets visant à réduire le coût de l'assurance contre les risques de guerre pour les exportateurs de tous les produits ukrainiens. En janvier, le premier navire assuré contre les risques de guerre a mis le cap sur les ports de la région d'Odessa pour récupérer son chargement. Les frais d'assurance pour ce navire étaient beaucoup moins élevés que lorsque l'Initiative de la mer Noire était en vigueur.

Les conséquences humanitaires de la guerre russe contre l'Ukraine s'aggravent de jour en jour. À la date d'aujourd'hui, les forces de l'ordre ukrainiennes ont ouvert des

enquêtes sur 143 508 crimes de guerre et 16 650 atteintes à la sécurité nationale. Parmi ces crimes, il y a notamment le meurtre de 11 973 civils, dont 534 enfants, et les blessures infligées à plus de 19 200 civils, dont plus de 1 200 enfants. Ces chiffres ne prennent pas en compte les zones temporairement occupées.

La Russie ne se contente pas d'infliger des dommages délibérés aux civils, en attaquant des infrastructures civiles critiques, des écoles et des hôpitaux en Ukraine, mais elle poursuit également sa pratique odieuse d'enlèvement d'enfants ukrainiens. À ce jour, les autorités ukrainiennes ont recensé 19 546 enfants déportés vers la Fédération de Russie. Jusqu'à présent, seuls 388 d'entre eux ont pu être rapatriés et retrouver leur famille. Par ailleurs, des dizaines d'enfants ont pu être rapatriés des territoires ukrainiens temporairement occupés.

L'un des défis les plus urgents est la libération de tous les civils ukrainiens détenus illégalement. Selon le médiateur ukrainien, plus de 28 000 civils ukrainiens sont détenus au secret dans les territoires ukrainiens temporairement occupés ou en Russie, dans des conditions inhumaines.

La Russie doit être traduite en justice pour les dommages et les destructions causés aux infrastructures civiles en Ukraine. Selon les chiffres des forces de l'ordre ukrainiennes, il y aurait plus de 151 000 infrastructures civiles détruites ou endommagées en Ukraine, dont 121 855 immeubles d'habitation, 3 047 établissements d'enseignement et 738 institutions médicales, 537 édifices culturels et 172 édifices religieux, et 5 771 réseaux d'eau et d'électricité. Plus de 200 écoles ont été détruites et plus de 1 600 autres ont été endommagées. Cela signifie qu'une école sur sept en Ukraine a subi des dommages, ce qui limite sévèrement l'accès des enfants à l'éducation.

La Russie ne bénéficie d'une fenêtre de tir que lorsque l'Ukraine est à court d'armes pour assurer sa défense. La Russie exploite alors immédiatement la situation pour s'emparer de plus de territoires ukrainiens, comme à Avdiivka, et pour tuer plus d'enfants ukrainiens, comme à Odesa. Des millions d'Ukrainiens ont perdu des proches et des amis depuis le début de l'agression russe. Tous ont été tués par la Russie. En ce moment même, alors que nous sommes réunis dans cette salle, la Russie continue de tuer des Ukrainiens sur le territoire de l'Ukraine.

Il est important de se rappeler que la Russie n'est pas seulement une grande tache sur la carte politique du monde : la Russie a un visage. Et il ne s'agit pas seulement du visage de Poutine, un dictateur meurtrier qui s'apprête à renouveler lui-même son mandat ce mois-ci. C'est aussi le visage de son représentant dans cette salle. Pour des millions de personnes, ce visage incarne ceux qui ont tué leurs proches. C'est ainsi que ces visages figureront dans tous les livres d'histoire : le visage d'une personne qui continue, sur un ton monotone et jour après jour, de répandre des torrents de mensonges, et pas seulement lors des séances consacrées à l'Ukraine. Et mon intervention ne s'adresse pas à l'envoyé de Poutine. Cela ne servirait absolument à rien. Cette déclaration s'adresse aux membres légitimes du Conseil de sécurité. Les conclusions sont sans appel. La partie qui se défend doit recevoir un soutien adéquat dans l'exercice de son droit naturel de légitime défense en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Quant à l'agresseur, la communauté internationale doit maintenir la pression afin de veiller à ce que soit respectée la voie tracée par la formule ukrainienne pour la paix et la résolution de l'Assemblée générale de février 2023, intitulée « Principes de la Charte des Nations Unies sous-tendant une paix globale, juste et durable en Ukraine » (résolution ES-11/6).

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Lambrinidis.

M. Lambrinidis (*parle en anglais*) : Le représentant de la Russie a jugé que la présente séance était suffisamment amusante pour pouvoir y partager un trait d'humour. Il a déclaré : « Lorsqu'un clown s'installe dans un palais, il ne devient pas roi, mais c'est le palais qui devient un cirque ». Il est remarquable que le représentant de la Russie n'ait pas saisi l'ironie du fait que le seul à être entré en Ukraine, et par la force de surcroît, est le Président Poutine. Il n'en reste pas moins que l'agression de la Russie n'est pas un sujet de plaisanterie.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, et le Liechtenstein, pays de l'Association européenne de libre-échange et membre de l'Espace économique européen, ainsi que l'Andorre, Monaco et Saint-Marin, s'associent à la présente déclaration.

Lors de la visite du Secrétaire général à Kyïv en 2022, des missiles russes ont frappé la ville. Lorsque, l'année dernière, une délégation de dirigeants africains s'est rendue en Ukraine dans le cadre d'une mission de paix, la Russie a de nouveau frappé. Et mercredi, alors que le Premier Ministre grec avait rejoint le Président ukrainien Zelenskyy à Odesa pour rendre hommage aux victimes d'une attaque de drone russe, parmi lesquelles figuraient de nombreux enfants, la Russie a de nouveau mené des attaques aériennes, qui se sont abattues dangereusement près des deux dirigeants. Depuis plus de deux ans, le peuple ukrainien subit quotidiennement de telles attaques.

L'Union européenne condamne une nouvelle fois avec fermeté la guerre d'agression non provoquée, injustifiée et illégale menée par la Russie, qui constitue une violation manifeste du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies et des résolutions de l'Assemblée générale. Les frappes aériennes systématiques de la Russie contre les biens de caractère civil et les infrastructures critiques en Ukraine sont inacceptables et doivent cesser. Ces attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles ajoutent au faisceau croissant de preuves attestant l'existence de crimes de guerre, comme indiqué par la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine.

La Russie et ses dirigeants doivent être tenus pleinement responsables de la guerre d'agression qu'ils mènent contre l'Ukraine et des autres crimes très graves au regard du droit international qu'ils ont commis, ainsi que des dommages massifs causés par leur guerre. Nous réaffirmons notre appui aux travaux de la Cour pénale internationale et condamnons les tentatives incessantes de la Russie de porter atteinte à son indépendance, à son mandat international et à son fonctionnement. En début de semaine, la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt contre deux officiers militaires russes, Sergei Ivanovich Kobylash et Viktor Nikolayevich Sokolov, pour des crimes de guerre qu'ils auraient commis en dirigeant des attaques contre des biens de caractère civil et des civils. Nous rappelons également l'ordonnance juridiquement contraignante rendue par la Cour internationale de Justice en mars 2022, enjoignant à la Russie de suspendre immédiatement ses opérations militaires en Ukraine. Nous devons tous et toutes continuer de réaffirmer, à chaque occasion, et plus encore lorsque la Russie bombarde et menace des civils, notre soutien indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ainsi qu'à son droit naturel de légitime défense.

Dans quelques jours, la Russie organisera des élections dans les territoires ukrainiens temporairement occupés. En réalité, celles-ci ont déjà commencé dans certaines régions, le 25 février, par l'intermédiaire du vote par correspondance. La Russie n'a aucune base légitime pour prendre de telles mesures sur le territoire de l'Ukraine. Nous condamnons et rejetons sans équivoque les tentatives illégales de la Russie d'annexer la Crimée et Sébastopol, ainsi que certaines parties des régions de Donetsk, Kherson, Luhansk et Zaporizhzhia. Nous exhortons tous les États Membres de l'ONU à faire de même, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale, qui ont été adoptées par une majorité écrasante d'États Membres. La voie vers une paix globale, juste et durable passe par le retrait immédiat, complet et sans condition par l'agresseur de toutes ses forces et de tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine, par le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, conformément à la décision de l'Assemblée générale, ainsi que par l'arrêt immédiat de ses bombardements continus et sauvages contre le pays et son peuple.

Pour terminer, l'Union européenne poursuivra ses activités de sensibilisation au niveau mondial afin d'obtenir l'appui international le plus large possible à une paix globale, juste et durable, ainsi qu'aux principes et objectifs clefs sous-tendant la formule ukrainienne pour la paix, en vue de la tenue d'un sommet mondial pour la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Grèce.

M. Sekeris (Grèce) (*parle en anglais*) : Je remercie le Sous-Secrétaire général Khiari et la Directrice Doughten de leurs exposés.

La Grèce s'associe à la déclaration qui vient d'être faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais formuler les observations suivantes à titre national.

Le 6 mars, la Russie a lancé une attaque aérienne sur la ville ukrainienne d'Odesa, située sur la mer Noire, alors que le Premier Ministre grec Mitsotakis et le Président Zelenskyy visitaient le port de la ville. L'explosion s'est produite à quelques centaines de mètres du cortège des dirigeants. Ils n'ont pas eu le temps de se mettre à l'abri. Fort heureusement, aucun des deux n'a été blessé et, malgré l'explosion, ils ont poursuivi le programme prévu à Odesa, une ville qui revêt une importance historique et culturelle particulière pour la Grèce. Malheureusement, cette même frappe russe a causé la mort de cinq personnes. Quelques jours auparavant, la Russie avait lancé une nouvelle attaque de drone à Odesa, frappant un immeuble résidentiel de plusieurs étages et tuant 12 civils, dont cinq enfants. Le Premier Ministre Mitsotakis et le Président Zelenskyy se sont rendus ensemble sur le site du complexe résidentiel endommagé et ont déposé des fleurs au mémorial érigé en hommage à ces victimes innocentes.

La Grèce condamne avec la plus grande fermeté les attaques délibérées contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, ainsi que contre les infrastructures civiles en Ukraine dans le cadre de la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée par la Russie. Toutes les attaques contre les civils et les infrastructures civiles doivent cesser immédiatement. Elles sont proscrites par le droit international et sont tout simplement inacceptables d'un point de vue moral et humanitaire. La visite

du Premier Ministre Mitsotakis à Odesa a été organisée pour montrer notre solidarité avec le peuple ukrainien, qui lutte pour sa liberté ainsi que pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de son pays, et pour démontrer l'appui continu et solide de la Grèce à l'Ukraine.

La Grèce réaffirme sa ferme condamnation de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies, et redit son appui indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, ainsi qu'à son droit naturel de légitime défense contre l'agression russe. La Grèce affirme son engagement inébranlable à continuer d'apporter à l'Ukraine et à son peuple une solide assistance politique, financière, économique, humanitaire, militaire et diplomatique aussi longtemps qu'il le faudra.

Par principe, mon pays condamne avec la plus grande fermeté toute atteinte à la paix et à la sécurité internationales résultant d'une action militaire d'un État contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un autre État. À cet égard, il est impossible de ne pas établir de corrélation entre l'Ukraine et Chypre, dont les habitants souffrent toujours des conséquences d'une agression et d'une invasion étrangères. Il est impossible de ne pas faire preuve de la même solidarité dans les deux cas. La Grèce est disposée à contribuer à la résilience de l'Ukraine via les ports du nord du pays, en mettant à disposition le port d'Alexandroupolis comme pivot pour l'envoi de l'aide, ainsi qu'en mobilisant l'importante flotte marchande grecque pour le transport de marchandises, de denrées alimentaires et de ressources énergétiques. La Grèce a appuyé la mise en place de la facilité de l'Union européenne pour l'Ukraine et reste déterminée à aider l'Ukraine dans ses efforts de reconstruction. Elle a organisé à cette fin, le 15 février à Athènes, une conférence internationale sur la reconstruction de l'Ukraine qui a réuni un grand nombre de participants. Preuve de l'importance que nous attachons à la région d'Odesa, nous étudions également les moyens de contribuer à la restauration du centre historique de la ville, qui est l'un des sites du patrimoine culturel de l'UNESCO.

La Grèce soutient l'initiative de l'Ukraine en faveur d'une paix globale, juste et durable. Aux côtés de nos partenaires, nous continuerons à travailler avec l'Ukraine sur sa formule pour la paix, notamment pour mobiliser l'appui international le plus large possible à ses principes et objectifs clefs.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais souligner que la Grèce, en sa capacité actuelle et, espérons-le, en tant que futur membre élu du Conseil de sécurité, continuera à s'opposer à tout emploi illégal de la force dans les relations internationales, en violation flagrante des principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous continuerons à préconiser le respect du droit international et de la justice, ainsi que la préservation des principes d'intégrité territoriale et d'inviolabilité des frontières, de souveraineté nationale et de liberté de navigation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Pologne.

M^me^ Skoczek (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Nous remercions la délégation japonaise d'avoir organisé la présente séance, en réaction aux attaques barbares menées par la Russie contre la ville d'Odesa les 2 et 6 mars derniers. Nous condamnons une nouvelle fois, avec la plus grande fermeté, la guerre d'agression illégale, non provoquée et injustifiée menée par la Russie, qui constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. Nous rendons également hommage aux milliers de civils ukrainiens, dont des centaines d'enfants, qui ont perdu la vie à cause des ambitions néo-impérialistes et néocoloniales de la Russie.

Il y a moins d'une semaine, le 2 mars, la Russie a mené une attaque de drone contre un immeuble d'habitation d'Odesa, l'attaque la plus meurtrière depuis des mois. Et le 6 mars, elle a failli frapper le Président ukrainien et le Premier Ministre grec, qui n'est nullement le premier dignitaire étranger à avoir dû se mettre à l'abri des attaques russes durant une visite officielle en Ukraine. Cela vient s'ajouter à la longue liste des crimes de guerre commis contre la population civile par la Fédération de Russie depuis le tout premier jour de son agression à grande échelle contre l'Ukraine. La Russie utilise ces attaques comme une arme de guerre, au mépris total de la protection des civils et du droit international humanitaire. Un État qui est déterminé à écraser un autre pays souverain afin de se rassurer sur sa propre puissance doit être stoppé. Ces deux dernières années, les Ukrainiens ont défendu sans relâche leur territoire, leurs maisons, leurs vies et leur dignité. Mais que doit faire la communauté internationale ? Devons-nous nous laisser intimider par l'agresseur ou devons-nous soutenir la victime dans sa lutte désespérée mais héroïque ? La Russie ne s'arrêtera pas tant qu'elle ne sera pas stoppée.

L'économie russe est passée en mode « guerre », environ 30 % de son budget étant destiné à couvrir les dépenses militaires. Geler la guerre ne ramènera pas la stabilité. Cela ne ferait que donner à la Russie le temps de se rétablir et

de poursuivre sa politique impériale et agressive. Notre immobilisme, notre indolence et notre indifférence ne feront qu'encourager la violence. C'est pourquoi nous devons continuer à fournir une aide concrète à l'Ukraine. C'est le seul moyen de mettre fin à l'agression. Les attaques d'Odesa nous rappellent que nous ne pouvons pas nous lasser de la guerre qui est menée contre l'Ukraine. Nous devons également traduire en justice les responsables de ces crimes odieux, sinon nous risquons de voir se répéter à l'infini des actes de violence similaires dans le monde entier. La Pologne se félicite de l'émission de nouveaux mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale contre deux commandants russes de haut rang, le général Sergei Kobylash et l'amiral Viktor Sokolov, pour leur responsabilité présumée dans les crimes de guerre consistant à commettre des attaques contre des civils et des biens de caractère civil.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, je voudrais saluer le courage, la résilience et la détermination incroyables des Ukrainiennes. Elles refusent de baisser les bras, et elles œuvrent et se battent sans relâche pour un avenir meilleur pour leur pays, alors qu'elles sont prises au piège d'une guerre menée au mépris total de la vie et de la dignité humaines. La communauté internationale doit rester déterminée à les appuyer et à veiller à ce qu'elles jouent un rôle de premier plan dans le relèvement socioéconomique de l'Ukraine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Lettonie.

M^me^ Pavļuta-Deslandes (Lettonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole devant le Conseil de sécurité au nom des trois États baltes, à savoir l'Estonie, la Lituanie et mon pays, la Lettonie.

Nous nous associons à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais formuler quelques observations supplémentaires.

Je remercie les intervenants d'aujourd'hui de leurs exposés.

La guerre sanglante menée par la Russie a coûté la vie à d'innombrables Ukrainiens innocents et continue de causer des souffrances humaines et des destructions de grande ampleur. Les attaques menées par la Russie contre la ville portuaire ukrainienne d'Odesa les 2 et 6 mars derniers sont la preuve manifeste que les civils et les infrastructures critiques de l'Ukraine sont délibérément pris pour cible, ce qui constitue une nouvelle violation flagrante du droit international, y compris la Charte des Nations Unies. Au moins 12 civils, dont cinq enfants, ont été tués par un drone russe qui a frappé un immeuble d'appartements. Un autre missile tiré à Odesa est tombé dangereusement près du Premier Ministre grec et du Président ukrainien durant leur visite dans la ville, et il a tué cinq civils et détruit des installations portuaires. Ville portuaire clef de l'Ukraine, Odesa joue un rôle capital dans l'acheminement des denrées alimentaires vers le monde du Sud. Plus de 30 millions de tonnes de produits agricoles ont été exportées depuis le port d'Odesa depuis août 2023, grâce au couloir de navigation mis en place par l'Ukraine après le retrait unilatéral de la Russie de l'Initiative de la mer Noire. En prenant pour cible les ports, la Russie porte atteinte aux chaînes d'approvisionnement mondiales et à la sécurité alimentaire dans le monde entier. Cette situation nuit aux populations les plus vulnérables et aggrave les pénuries alimentaires.

Nous condamnons une nouvelle fois les agissements criminels de la Russie en Ukraine, qui attaque des civils et des infrastructures critiques, ce qui constitue un crime de guerre. La guerre d'agression à grande échelle, illégale et non provoquée de la Russie contre l'Ukraine est menée avec la complicité du Bélarus et avec l'appui militaire de l'Iran et de la République populaire démocratique de Corée. Nous continuons d'appeler l'agresseur à retirer immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces et tout son matériel militaire du territoire ukrainien à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Les actions criminelles de la Russie ne sont pas compatibles avec son statut de membre permanent du Conseil de sécurité.

L'application du principe de responsabilité est une condition préalable à une paix juste et durable. La Russie et ses dirigeants doivent être tenus responsables du crime d'agression par une juridiction internationale dotée de tous les pouvoirs nécessaires, bénéficiant d'un large appui et d'une grande légitimité au sein de la communauté internationale. À cet égard, nous saluons les récents mandats d'arrêt émis par la CPI contre deux officiers russes pour des crimes commis en Ukraine. Une paix juste et durable ne peut être obtenue aux dépens de l'Ukraine. Toute demi-solution ou tout gain russe dans le cadre de la guerre ne fera qu'encourager une nouvelle agression. Nous appuyons l'initiative de paix de l'Ukraine et encourageons les autres Membres de l'ONU à s'y associer. Les États baltes réaffirment leur pleine solidarité avec l'Ukraine et leur appui indéfectible à l'Ukraine jusqu'à sa victoire. À l'occasion de la Journée internationale des femmes, prenons un moment pour penser à toutes les femmes qui ont été tuées ou violées en Ukraine et dans d'autres théâtres de guerre.

La séance est levée est 17 h 25.